

# MISSIONNAIRES DE L'EVANGILE OU APOTRES DE LA HAINE

## Lettre ouverte aux responsables de l'ASUMA/Rwanda

*"Contrairement aux instances politiques étrangères qui se sont compromises avec les forces du génocide pour des raisons d'intérêt politique ou stratégique immédiat, les hommes d'Eglise entretiennent avec les mêmes forces des liens psychologiques plus étroits. Voilà pourquoi, contrairement aux autres pays ou organisations dans le génocide, l'Eglise Catholique reste la seule institution qui refuse la reconnaissance sincère et le repentir vrai quant à son rôle dans l'élaboration, la diffusion et même la mise en oeuvre de l'idéologie ethniste, source des divisions et du génocide."*

Au révérend père Jan Lensen missionnaire d'Afrique (père blanc), président de la COSUMA, A la révérende soeur Frieda Schaubroeck, bernardine, présidente de l'USUMA.

Révérend père,  
Révérende soeur

Je vous écris en référence à votre lettre du 7 avril dernier et en vos qualités respectives de président de la COSUMA (congrégations masculines) et de présidente de l'USUMA (congrégations féminines); deux organes qui forment-si je ne m'abuse- l'Assemblée des supérieurs et supérieures Majeurs; - ASUMA en sigle-; une sorte de confédération des congrégations religieuses et missionnaires œuvrant au Rwanda.

A première vue, votre lettre n'a rien de particulier qui la distingue de la littérature habituelle du genre. Mais certains passages d'apparence innocente renferment des non-dits et des insinuations aux implications terribles dont le sens véritable n'apparaît clairement que lorsqu'on les rapproche avec d'autres actions ou déclarations du même ordre.

Voilà pourquoi, dans la présente lettre, je m'attacherai à relever quelques faits et déclarations saillants, - essentiellement des milieux religieux et missionnaires- en les rapprochant avec vos propres déclarations dans la lettre tout en montrant leur caractère pernicieux et préjudiciable à notre société. Il va sans dire que la critique qui s'y dégage va bien au-delà du questionnement habituel sur le rôle et les responsabilités de l'Eglise dans le drame rwandais. Il s'agit davantage d'une remise en question radicale de la présence et de l'action missionnaire dans notre pays.

1. Quand des missionnaires étrangers appellent le Rwanda "notre pays"!

L'objet repris en marge de votre lettre s'intitule: "situation de notre pays et des communautés religieuses." Ce n'est pas par xénophobie si l'on s'étonne de cette aisance à faire du Rwanda "notre pays". Presque 40 ans avant vous, votre aîné Mgr André Perraudin utilisait le même possessif dans son mandement de Carême du 11 février 1959; un texte resté célèbre pour avoir théorisé et légitimé l'ethnisme au Rwanda et cautionné en termes voilés, la création imminente à partir d'une association préexistante, d'un parti raciste le

PARMEHUTU-, dont cet évêque était le principal inspirateur.

"Dans notre Rwanda, écrit alors Perraudin, les inégalités sociales sont pour une grande part liées aux différences de race". Et pour légitimer à priori la création, quelques mois plus tard, du PARMEHUTU, il ajoutait: "Eglise est contre la lutte des classes entre elles, que l'origine de ces classes soit la richesse ou la race ou quelque autre facteur que ce soit, mais elle admet qu'une classe sociale lutte pour des intérêts légitimes par des moyens honnêtes, par exemple en se groupant en associations." (2).

La suite est bien connue de tous. Le génocide des Tutsi devait commencer en novembre de la même année sous une appellation commode de "révolution sociale". Perraudin et beaucoup de missionnaires -Pères Blancs- s'y sont fortement investis. Avec l'appui du pouvoir colonial belge, ils ont promu le PARMEHUTU au pouvoir au prix des massacres, pillages et exil de populations essentiellement Tutsi. Les nationalistes qui réclamaient l'indépendance étaient soit tués, soit emprisonnés ou exilés. Au même moment, les missionnaires mettaient beaucoup de zèle à justifier et à légitimer ce génocide auprès de l'opinion internationale.

Perraudin est demeuré longtemps l'éminence grise du régime PARMEHUTU et sous les deux républiques, les missionnaires comme beaucoup d'autres expatriés ont prospéré dans ce pays où les dirigeants étaient leurs clients, un pays où des nationaux étaient discriminés et cycliquement massacrés; un pays dont une bonne partie des citoyens en exil constituait déjà le lot des tous premiers réfugiés africains. Dans ces conditions, Perraudin et ses congénères avaient bien raison de dire "notre Rwanda", puisque le pays leur appartenait véritablement. Cette usurpation du droit de cité par des missionnaires au détriment des nationaux condamnés à la mort et à l'exil explique l'agressivité des premiers lorsque trente ans plus tard, le Front Patriotique Rwandais (FPR) a entrepris une guerre de libération. Le combat du régime Habyarimana devint alors le combat des missionnaires: dans leurs écrits comme dans leurs déclarations, les missionnaires qualifient spontanément le FPR/INKOTANYI d'"ennemi", d'"agresseurs", etc... Leur animosité à l'égard du mouvement rebelle trahit une mobilisation générale en vue de l'accomplissement, dirait-on d'une obligation civique ou

patriotique. Et, une fois de plus, les missionnaires n'omettent pas d'exprimer leur paternalisme et leur instinct possessif à l'égard du pauvre Rwanda.

Dans un rapport du 10 février 1992 signé par 16 prêtres du doyenné du Mutara, - tous missionnaires expatriés-, on décèle contre le FPR, une rage telle que ces missionnaires donnent l'impression d'être personnellement attaqués. Jugez-en par ces extraits:

"Sans doute, la plupart d'entre vous suivent avec anxiété les péripéties de ces agressions. Mais nous craignons que beaucoup, aussi bien au Rwanda qu'à l'étranger, ignorent l'ampleur de nos malheurs et la vraie nature de cette guerre. ... Ne pas faire connaître au Rwanda et au monde entier ce qui s'abat sur le pays fait le jeu de nos agresseurs, eux, qui manipulent sans vergogne la désinformation".

"Malheureusement la victoire d'octobre 1990 et les succès de ces derniers jours n'ont pas mis un terme à l'agression. Les autorités savent bien que c'est le problème à résoudre avant tous les autres, car sans paix rien de valable ne sera réalisé. Notre région est plongée dans l'insécurité avec quotidiennement comme toile de fond le branle-bas de combat. Nous faudra-t-il abandonner ces paroisses faisant ainsi le jeu des agresseurs dont l'ambition est d'occuper le vide?"

"Nous vous invitons à prier pour et avec ceux au milieu desquels nous vivons et souffrons: les militaires si souvent en danger, les civils terrorisés, les personnes déplacées, les réfugiés rapatriés de Tanzanie, les malades, les sinistrés, les orphelins, handicapés et les blessés. Nous n'oublions pas les âmes généreuses qui s'emploient à soulager tant de misères. Prions pour la paix"(3)

Il est remarquable de constater que ces missionnaires, après avoir injurié et dénigré à profusion les "agresseurs", invitent à prier pour les FAR ("militaires si souvent en danger"), pour les émigrés Hutu expulsés de Tanzanie et toutes les autres catégories de la population rwandaise. Mais par contre, ils ne font la moindre allusion ni la moindre intention de prière pour les réfugiés Tutsi en exil et encore moins pour les combattants du FPR, pourtant rwandais eux aussi. Et ils appellent cela "une prière... pour la paix"!

La même attitude d'hostilité apparaît dans les fax (es) envoyés régulièrement par la maison régionale des Pères Blancs à Kigali tout au long de la guerre, fax(es) destinés à leurs communautés à l'étranger ainsi qu'à "certains services" selon des sources bien informées. Dans l'un de ces fax(es) signé par le régional des Pères Blancs de l'époque, Jeef Vleugels, -fax repris par le périodique des Pères Blancs ANBV/BIA-, on peut lire ces extraits significatifs:

"Le 16 novembre, l'armée rwandaise bloque l'accès à Runaba: une attaque a eu lieu à Nyamiyaga, succursale de Runaba, à l'est de la paroisse, attaque stoppée par l'armée, plusieurs ennemis tués"... "Le 1er décembre, nouvelle in-

vasion ennemie au Sud-Ouest de Rwempasha, par les ranchs de Tabagwe."(4)

Il est donc révélateur que des missionnaires étrangers puissent traiter d'ennemis et d'agresseurs des citoyens rwandais qui luttent pour recouvrer leur droit à la patrie. Dans un autre texte signé au début de la guerre (18 octobre 1990) par 115 expatriés dont une majorité de religieux et religieuses (tous occidentaux sauf une zairoise), on perçoit les raisons profondes d'une telle attitude. Après avoir fermement et passionnément développé des arguments propagandistes en vue de redorer l'image du régime Habyarimana fortement ébranlée dès le début de la crise, les auteurs du document concluent sur ces mots:

"Même dans cette période de crise, des journalistes étrangers attentifs ont constaté la propreté de la capitale, le fonctionnement des institutions, l'avancée du débat politique en direction d'un multipartisme à penser à la rwandaise, la qualité de la gestion de l'Etat et une profonde hospitalité envers les étrangers. Comment ne pas aimer ce petit pays qui se bat pour sa survie?" (5). Comme le montre cet extrait, ces étrangers aiment effectivement ce petit pays qu'est le Rwanda et ils se plaisent bien de la profonde hospitalité dont leur témoigne un régime qui niait le droit au retour à ses ressortissants condamnés à l'exil depuis plus de 30 ans!

Ce n'est donc pas par amour authentique, ni par une quelconque affection missionnaire pour leur lieu d'apostolat que ces missionnaires disent "notre Rwanda" ou "notre pays". C'est bien par intérêt, par instinct trop séculier de domination, par une volonté irrépressible de régenter la vie religieuse et politique de ce pays sur lequel ils régnaient en maîtres depuis qu'ils avaient réussi à faire placer au pouvoir un régime raciste et génocidaire de leur obédience. Sinon, comment expliquer qu'en 1959, un évêque Suisse comme Perraudin et des prêtres belges comme Dejemeppé, Ernotte, etc... aient pu choisir de se mettre au devant de la scène politique au nom d'une Eglise qui ne manquait pourtant pas d'ecclésiastiques autochtones valables pour jouer plus correctement ce rôle?

Nul doute qu'une telle option aurait pu nous éviter la tragédie, si tant est que l'Eglise avait besoin de se mêler de politique. A l'époque, le Rwanda comptait 117 prêtres rwandais dont un Evêque, 89 frères autochtones et 211 religieuses du pays (6). Outre Monseigneur Bigirumwami qui était l'aîné de Perraudin dans l'épiscopat, non moins instruit que lui, et un homme dont la sagesse et la connaissance profonde de la réalité rwandaise étaient connus de tous, il y avait également de nombreux prêtres rwandais remarquables.

Mais ces missionnaires ont choisi de les ignorer et même de les combattre par toute sorte d'intrigues, en s'impliquant profondément dans la

Suite à la page 13



# Missionnaires de la haine...

Suite de la Page 12

politique du pays, en usant au maximum de l'influence que leur conférait à l'époque le statut de "blancs". Pourtant, dans les autres pays en décolonisation, les missionnaires se faisaient généralement plus discrets en politique, laissant la place à des nationaux de peur d'être confondus à leurs congénères coloniaux, mais aussi par conviction qu'en cas de nécessité, ce rôle revenait en premier lieu à des ecclésiastiques autochtones. Le cas de Malula au Congo/Kinshasa est un exemple parmi tant d'autres. Au Rwanda, cette inversion des rôles était signe que les objectifs poursuivis n'avaient rien à voir avec l'avenir ou les intérêts de l'Eglise. Et pour preuve, cet activisme des missionnaires a engendré les drames que l'on connaît: pogroms cycliques, exil et génocide des Tutsi.

Et que dire de ce nouvel excès de zèle intempestif de la part de vous deux, missionnaires belges flamands, responsables de l'ASUMA, dans un pays qui totalise actuellement plus de 70 congrégations religieuses dont près de la moitié ont à leur tête des supérieurs rwandais. Je ne suis pas curieux de savoir par quel mécanisme vous avez pu être élus respectivement président de la COSUMA et présidente de l'USUMA, charges qu'à mon avis, des nationaux auraient été bien mieux indiqués à occuper.

Mais qu'importe, l'Eglise est universelle. Toutefois, cela ne devrait nullement justifier l'ambition parfois malsaine de certains missionnaires! Ce qui m'inquiète le plus, c'est ce retour à la politique avec une fausse affection -juste à la manière de Perraudin de triste souvenir-, faisant du Rwanda "votre pays", votre petite propriété! Et lorsque ces fonctions officielles vous servent de tremplin pour distiller un message politique et idéologique partisan et pervers, alors votre activisme frise la provocation.

2. Quand des missionnaires préconisent le dialogue avec des génocidaires

L'un des recommandations essentielles de votre lettre est ainsi formulée: "Nous souhaitons que s'instaure et se développe en ce pays un dialogue susceptible de porter des fruits de paix. La violence, d'où qu'elle vienne, ne peut être une solution aux conflits." Dans le contexte actuel du Rwanda, l'on sait pertinemment qui sont à la base de la violence qui sévit dans certaines contrées du pays. Ce sont les résidus des ex-FAR (Forces Armées Rwandaises) et miliciens Interahamwe, responsables du génocide de 1994, qui poursuivent encore aujourd'hui leur logique génocidaire. Certes, leurs provocations peuvent parfois entraîner des actes de répression de la part de certains éléments de l'armée régulière. Mais cela n'excuse nullement la violence génocidaire des premiers, pas plus que ça ne condamne fondamentalement et globalement l'armée nationale qui finalement n'a pas beaucoup d'alternatives pour mettre un terme définitif à la nuisance de ces criminels.

Il est donc inadmissible que

vous puissiez recommander comme partenaires au dialogue des génocidaires qui ne cachent même pas leurs intentions à travers des tracts et des faits précis (appels à l'élimination totale des Tutsi, attaques sur des camps de réfugiés ou agglomérations tutsi, massacre ciblé de tutsi ou agents de l'administration et depuis un certain temps, massacre des populations Hutu qui se désolidarisent d'eux etc...). Votre recommandation se veut équilibrée et par conséquent hypocrite lorsqu'en condamnant "la violence d'où qu'elle vienne", vous cherchez subtilement à légitimer les extrémistes Hutu génocidaires tout en diabolisant l'Armée Patriotique Rwandaise.

Naturellement, votre attitude ne surprend pas puisque le soutien des missionnaires à l'idéologie et aux forces du génocide ne datent pas d'aujourd'hui. Déjà en septembre 1994, quelques semaines après la mise en déroute des forces génocidaires, le père Guy Theunis recommandait, au nom des missionnaires d'Afrique (Pères Blancs), le dialogue entre le gouvernement d'union nationale issu de la victoire militaire du FPR et le gouvernement intérimaire et génocidaire de Jean Kambanda, l'homme qui vient de plaider coupable devant le TPR à Arusha.

"Si le Rwanda veut sortir de la logique de guerre dans laquelle (sic) il se trouve depuis 1990, il faut un dialogue direct entre les deux belligérants, les deux groupes opposés (des membres des 2 gouvernements)", déclarait le père blanc lors d'une conférence internationale sur le Rwanda (7).

Il est particulièrement significatif que votre empressement à réclamer le dialogue ne se manifeste que lorsque vos clients et protégés -les génocidaires- se retrouvent en situation de faiblesse. Lorsqu'ils avaient encore le contrôle du pouvoir et que le FPR était encore au maquis, le mot dialogue n'apparaissait jamais dans les déclarations des missionnaires. Ceux-ci affichaient plutôt une hostilité belliqueuse à l'égard du FPR, hostilité parfois plus violente que celle des tenants du régime eux-même. Ainsi, de nombreux missionnaires se sont-ils livrés à une propagande haineuse à l'égard du FPR et des Tutsi, de même qu'à toute initiative susceptible d'apporter du soutien au régime Habyarimana contre l'"ennemi commun", le FPR ou les Tutsi.

Dès le tout premier mois de la guerre, le 18 octobre 1990 exactement, 115 expatriés dont une majorité de missionnaires signaient une lettre propagandiste de soutien au régime Habyarimana dont nous avons déjà mentionné un extrait. Avec un militantisme outrancier, les auteurs de la lettre s'insurgeaient contre le départ précipité des autres blancs, départ qui selon eux contribuait à isoler le régime et à semer la panique. Ils se déchaînaient également contre la nouvelle image médiatique du Rwanda en Europe: "on a tué en quelques jours l'image de calme, de stabilité, de travail consciencieux que le Rwanda s'était acquis au fil des années sous la présidence de Juvénal Habyarimana", s'indignaient-ils.

Quant à la question des réfugiés qui constituait la principale source

d'embarras pour le régime, les missionnaires et leurs compagnons prétendaient qu'"on ne peut pas reprocher au régime du président Habyarimana de ne pas s'en être soucié puisqu'il y a fait allusion dans nombre de ses discours". Et comble de cynisme, ils reprenaient la thèse du régime en condamnant à un exil éternel une bonne partie de la population. "avec 26.000 km<sup>2</sup>, ...des densités de plus de 800 habitants au km<sup>2</sup> sur des terres (...) que l'érosion menace gravement, comment loger une population de 2 millions de réfugiés supplémentaires?"

Décidés à redorer le blason du régime sur tous les fronts, les 115 expatriés réfutaient ainsi l'accusation de corruption portée contre le régime: "d'une manière générale, les expatriés qui ont connu d'autres pays africains savent que les hauts responsables de l'Etat se comportent nettement mieux que dans la majorité des pays africains". Parlant des conflits ethniques, la lettre affirmait que "le gouvernement Habyarimana a tenté de résoudre en douceur cette question et au fil des années les ouvertures se sont faites de plus en plus grandes".

Une telle affirmation faisait fi de la discrimination qui, sans être aussi violente que celle du temps de Kayibanda, n'en était pas moins institutionnalisée: mention ethnique sur les cartes d'identité, quotas ethniques pour l'admission dans les écoles et les emplois, etc... Dans cette lettre destinée à dédouaner le régime, le souci de propagande et le cynisme des missionnaires et autres expatriés était poussés jusqu'au point d'occulter les massacres qui avaient déjà débuté à Gisenyi et au Mutara, de même que les rafles et les brutalités infligées aux Tutsi et quelques opposants Hutu juste après l'attaque simulée de la nuit du 4 au 5 octobre 1990.

"L'espérance vient du fait qu'il n'y eu aucun instant pogrom, tentative de liquidation systématique des Tutsi", affirment les expatriés. "Lors des opérations de ratissage dans la capitale, des consignes extrêmement fermes avaient été données aux militaires et autres agents de sécurité afin qu'ils se comportent correctement." Pour ces expatriés dont nombre de missionnaires, le choix partisan et militant en faveur du régime Habyarimana se justifiait ainsi: "se mobiliser pour apporter le maximum d'aide à ce régime ne sera en aucune manière une intrusion dans un conflit intérieur, mais un soutien à un Etat de droit, chaleureusement appuyé par la population et aujourd'hui agressé de l'extérieur".

Il est à rappeler que l'initiative de ce document et la mobilisation des signataires reviennent principalement à des missionnaires dont certains passaient à l'époque pour être parmi les principaux conseillers de Habyarimana. La lettre a été aussitôt reproduite dans un dossier spécial de propagande consacré par le magazine Jeune Afrique au Rwanda, ainsi que dans un livre de même nature publié par le célèbre tortionnaire attaché à la présidence de Habyarimana, le capitaine Pascal SIMBIKANGWA. (8) Dans ce dernier livre, la publication in extenso du document accompagné de la liste des

signataires est assortie du commentaire final suivant: "en lisant le témoignage de ces blancs; blancs parce que je vois qu'ils visent clair dans leurs propos, je me suis demandé s'ils n'étaient pas plus rwandais que moi par leur convaincante analyse!"

Au delà de ces prises de position partiales et engagées, il y a eu également des déclarations franchement haineuses et racistes contre le FPR et les Tutsi. Parlant au nom du Comité des Instituts Missionnaires (belges), le jésuite flamand Fernand Boedts écrivait ceci fin 1990 (9): "un bon nombre de journalistes ont dû tout apprendre sur le Rwanda au moment de la crise; (...) Il n'y a pas d'échos dans la presse de la réaction de l'homme de la rue ou de l'homme des collines. Or, ceux-ci sont les premiers concernés par les événements. (...), ceux qui ont étudié hésitent à donner leur point de vue à des journalistes qu'ils ne connaissent pas: les paysans sont prudents! Devant cette difficulté, il était tentant de se mettre à l'écoute, uniquement de ceux qui offraient un message clair: les Tutsis Front Patriotique. De la part de ceux-ci, c'était de bonne guerre d'utiliser la presse écrite, la radio et la TV pour faire passer leur message. Comme les Tutsi appartiennent à une sous-culture où l'art de la parole est poussé très loin, ils ont réalisé une percée étonnante dans les médias.

"Les seuls à être mal à l'aise étaient ceux qui connaissent le Rwanda. (...) Il est bien tard pour dire la vérité; mais il n'est pas trop tard peut-être. Nous espérons entendre ce que vit et ressent ce peuple des collines qu'on a laissé muet. (...) qu'on nous donne son avis: était-il vraiment nécessaire d'ajouter à ses difficultés la violence et la guerre? Est-ce que les sept cent mille tutsi vivant au Rwanda désiraient voir venir leurs cousins d'Ouganda déranger leur paix et diffuser la peur?" (...) Quelles sont les difficultés d'intégration des réfugiés dans les pays d'accueil et les raisons de ces difficultés?"

Selon l'état d'esprit de ce missionnaire, il est évident que la guerre d'octobre 1990 n'avait aucune justification. Question des réfugiés? Un faux problème! Puisque Habyarimana était sur le point de la régler. Les Tutsi réfugiés n'avaient aucune revendication à faire valoir! Surtout pas venir troubler la paix de "ce peuple des collines resté muet", ou encore celle des "sept cent mille Tutsi vivant au Rwanda." La seule solution pour eux? C'est l'intégration dans les pays d'accueil. S'ils ne réussissent pas à s'intégrer, les raisons de ces difficultés sont à chercher dans "la mauvaise nature" des Tutsi!

Tel est le raisonnement qui se dégage de ce texte particulièrement haineux du missionnaire flamand. L'auteur, F.Boedts, qui se trouvait être à l'époque président du Comité des Instituts Missionnaires belges, a pris soin de préciser qu'il parlait au nom de 157 instituts regroupés dans le fameux comité qu'il dirigeait. Le bulletin des Pères Blancs ANB/BIA lui servait également de tribune. C'est donc dire que ce racisme et cette haine contre les Tutsi étaient et restent une doctrine commune des missionnaires, puisque personne d'entre eux n'a jamais exprimé le moindre désaveu.

Les preuves qui illustrent la position raciste, partielle et partisane de nombreux missionnaires sont bien multiples et il serait impossible de les présenter toutes ici. Mais relevons encore

Suite à la page 14



Suite de la Page 13

au passage ces extraits des fameux fax (es) des pères blancs de Kigali qui montrent à quel point les missionnaires étaient profondément investis dans la propagande du régime Habyarimana en plein milieu de la guerre.

Dans un fax du 19 mars 1992 reproduit par ANB/BIA, le régional des Pères Blancs de l'époque assimile la guerre du FPR au mythe de la conquête du Rwanda de l'historiographie coloniale. Et citant une lettre des évêques du Rwanda aux évêques Français de décembre 1990, il poursuit: "l'agression dont le Rwanda a été victime a été présentée à travers les media occidentaux comme une tentative des réfugiés pour revenir dans leur pays d'origine. (...) Mais nous savons que sous ce prétexte il y a eu principalement l'ambition d'un groupe féodo-monarchiste de renverser le pouvoir actuel et de restaurer un régime rejeté par la très grande majorité de la population". (10)

Il est étonnant de voir des responsables ecclésiastiques répéter à ce point la propagande du régime pour expliquer la guerre; eux qui avaient reçu de nombreux avertissements bien avant l'éclatement de la guerre en 1990; préférant prendre le parti du régime au lieu de contribuer à résoudre dans la justice les problèmes du Rwanda. Citons à titre d'exemple cette lettre du Comité International sur les réfugiés rwandais, adressée aux Evêques du Rwanda peu après la tenue à Washington en août 1988, de la conférence Internationale sur les réfugiés rwandais. (11)

Après avoir évoqué en détail l'histoire et les tribulations de l'exil dans les pays voisins, la lettre fait part aux Evêques de l'intention des réfugiés rwandais de rentrer dans leur pays: "Depuis que le gouvernement du Rwanda actuel a déclaré qu'il règne paix et concorde dans le pays, les réfugiés rwandais veulent rentrer dans le pays natal. Il n'ont jamais exigé des dédommagements ni des privilèges; ils veulent recouvrer (sic) leur nationalité et être traités comme leurs autres compatriotes. Ils croient que les écoles et les emplois devraient être distribués sans ségrégation ni avantage d'un groupe quelconque de la population".

Réfutant l'argument du gouvernement rwandais de l'époque selon lequel les exilés tutsi ne pouvaient rentrer sous prétexte que le pays est "trop petit, trop pauvre et trop surpeuplé", la lettre précise: Le Rwanda n'est ni le plus petit, ni le plus pauvre, ni le plus surpeuplé du monde et les raisons qui ont causé l'exode des rwandais ne sont en aucune relation avec les arguments avancés. La santé d'une nation n'est pas fonction de ses dimensions. Elle a plutôt rapport à l'unité dans la paix et au travail assidu de son peuple. Les réfugiés rwandais veulent participer au développement économique, culturel et politique de leur pays".

Et prenant l'Eglise à témoin malgré le lourd contentieux qu'elle porte dans ce dossier, la lettre conclue: "Les Tutsi en général et les réfugiés rwandais en particulier ne jouissent pas des droits de l'homme et de citoyen, soit au Rwanda, soit dans les pays d'asile. (...) Ils croient que l'Eglise catholique Rwandaise les a abandonnés à leur sort. Ils ne courent pourtant pas des pensées ni de vengeance ni de haine. Ils sont pour la plupart de tradition catholique. En 1988, ils ont pris unanimement la décision indéfectible de regagner leur patrie: le

# Missionnaires de la haine...

Rwanda.

*"Excellences, les réfugiés Rwandais vous envoient par ce canal cette lettre pour la seule raison de faire parvenir leur message à l'Eglise Catholique Rwandaise. Au jour où l'exaspération aura dicté leur pas, vous vous sentirez informés".*

Effectivement, ce jour tant annoncé est arrivé. Au lieu de jouer un rôle positif de médiation conforme à son statut d'instance morale, l'Eglise Catholique a fait le choix de s'engager dans la bagarre au côté du régime contre ceux qu'on traitait unanimement d'"ennemis", d'"agresseurs". A travers des lettres, des articles de presse et messages divers, évêques et missionnaires rivalisaient de zèle pour faire la propagande du régime en occultant la nature exacte du conflit. Ils affirmaient que "le Rwanda est l'objet d'une agression extérieure", ougandaise en l'occurrence, que "le problème des réfugiés Rwandais était en voie d'être réglé", que "Habyarimana et son régime font tout pour sortir le pays de la crise", etc...

Dans le fameux fax(es) du régional des pères Blancs à Kigali par exemple, on pouvait lire des titres impressionnants comme "le terrorisme ougandais continue"(12), ou encore cette description digne d'un spécialiste de la désinformation: "plus aucun observateur ne met en doute la présence active de l'armée ougandaise au sein des assaillants. Une partie des uniformes militaires proviendrait de la Libye. Ils ont des Kalachnikovs dernier modèle, et certains équipements perfectionnés proviendraient également de la Libye, tout en étant de fabrication anglaise" (13).

Dans ces mêmes fax(es) ou autres messages des missionnaires, la diffusion des thèses officielles du régime va de pair avec un parfait cynisme et une volonté puissante d'occulter, de justifier ou de banaliser les crimes et violences infligés aux populations tutsies. Après l'attaque simulée de la nuit du 4 au 5 octobre 1990, nuit au cours de laquelle des militaires rwandais avaient tiré en l'air pour justifier, dès le lendemain, des rafles massives et des brutalités inouïes contre les populations tutsi et quelques opposants hutu sous le prétexte d'une infiltration rebelle, un missionnaire expliquait ainsi la situation:

*"Dans tout le pays l'armée perquisitionne, trouve des armes (parfois en grand nombre) des rebelles infiltrés et cachés depuis huit, quinze jours avant le début des hostilités et venus de l'Uganda. La visite du pape avait facilité la circulation des personnes venues des pays voisins. Beaucoup de commerçants tutsi semblent avoir versé de l'argent au Front Patriotique Rwandais, d'autres ont importé des armes. Beaucoup de gens sont arrêtés pour avoir hébergé des rebelles" (14)*

Le même missionnaire justifiait aussi le massacre des populations tutsi dans le Mutara par les Forces Armées Rwandaises (FAR) de l'époque. Après avoir précisé que "le Rwanda a été attaqué par des troupes en uniforme de l'armée ougandaise" -passage souligné dans le texte publié par ANB/BIA-, le

missionnaire explique: "on brûle des ranchs (chaque ranch comprend une cinquantaine de familles d'éleveurs, tutsi pour la plupart, avec leurs troupeaux) où les rebelles se cachent en civil et se sont mêlés à la population, dont ils parlent parfaitement la langue"(15). L'on ne saurait trouver délateur et condamnations à mort plus explicites!

Quant aux massacres des tutsi du Bugesera (Kigali rural) au début de l'année 1992, un fax des Pères Blancs de Kigali les rapporte sous le titre de "lutttes ethniques au Bugesera", avec les explications suivantes: "Depuis plusieurs mois il y avait des tensions dans certaines communes du Bugesera, c-à-d Kanzenze (paroisse de Nyamata) et à Ngenda (paroisse de Ruhuha). N'oublions pas non plus qu'environ 200 jeunes Tutsi de la région avaient rejoint les rangs du Front Patriotique Rwandas en Uganda, en passant par le Burundi voisin. (...) Depuis plusieurs jours on ne brûle plus et le calme semble généralement revenu. Au Bugesera surtout, mais aussi ailleurs, c'est l'heure de la chasse aux fauteurs de trouble. Il est donc faux de dire qu'à l'heure actuelle les massacres de Tutsi continuent."(16).

A travers ces déclarations et prises de position, le rôle de nombreux missionnaires dans le drame rwandais apparaît clair et net. Ils ont pris fait et cause pour l'idéologie ethniste dont ils sont les promoteurs ainsi que pour les régimes hutistes et génocidaires qui en sont issus. Par contre, leur cynisme et leur haine envers le Tutsi, envers le FPR plus tard et envers le régime actuel assimilé aux Tutsi et au FPR aujourd'hui n'ont jamais été un secret. En 1959 déjà, devant le spectacle des massacres, des incendies et de l'exil des Tutsi, Perraudin, le principal demiurge de la "révolution sociale Hutu" expliquait: "on ne peut pas manger une omelette sans casser les oeufs".

Dans une série d'articles publiés à la même époque dans la célèbre revue des Pères Blancs "Vivante Afrique", un autre père blanc, Walter Aelvoet, expliquait fièrement cette "révolution" comme étant une "conséquence de l'enseignement de l'Eglise". Il justifiait l'engagement des Pères blancs dans ce drame au nom de la "doctrine sociale de l'Eglise" et interprétait la tragédie des Tutsi comme une conséquence des "courants historiques irréversibles". Après le génocide de 1994, les deux missionnaires et beaucoup de leurs collègues ont continué à témoigner d'une réelle "compréhension" et d'une profonde sympathie pour les génocidaires Hutu.

Les initiatives actuelles réclamant le "dialogue" avec les génocidaires s'inscrivent ainsi dans le cadre normal de ce combat de toujours. Les soutiens antérieurs n'ayant pas empêché la défaite du camp favori, "le dialogue politique" semble être la dernière alternative, la dernière arme susceptible de remettre les clients génocidaires -dans les actes ou dans l'idéologie- au pouvoir. Ce qui choque dans tout cela, c'est que l'ASUMA -une institution d'Eglise- sert de couverture à une telle revendication politicienne moralement abominable. Et puisque vos choix politiques et

idéologiques sont déjà bien connus, pourquoi ne pas mener votre combat à visage découvert, sans devoir continuer à l'Eglise?

3. Hérauts et artisans d'un messianisme diabolique

Dès les premiers paragraphes de votre lettre, vous dites: "consacrés à l'Evangile du Christ, consacrés au service de l'Eglise et du peuple tout entier, nous nous sentons solidaires de la souffrance de tant d'hommes, de femmes et d'enfants qui sont les victimes innocentes, depuis près de huit ans, d'un conflit qui les dépasse". A lire cet extrait, on comprend que selon votre analyse, le conflit rwandais dure depuis huit ans, pratiquement depuis le déclenchement de la guerre par le Front Patriotique Rwandais (FPR) en octobre 1990. Or, cette vision des choses fait écho à une thèse très répandue dans les milieux missionnaires et progénocidaires, thèse selon laquelle le drame du Rwanda commence avec la guerre du FPR. Certains vont même jusqu'à imputer au FPR la responsabilité du génocide!

Pourtant, la vérité historique est toute différente. Les malheurs du Rwanda -dont nous subissons encore les contre-coups aujourd'hui- commencent en réalité en novembre 1959, date à laquelle des massacres à caractère ethnique inspirés par une idéologie raciste ont eu lieu pour la première fois dans l'histoire du pays. Ce fut alors l'inauguration d'une tradition génocidaire dirigée contre les Tutsi et jalonnée de pogroms répétitifs, de pillages, incendies, exils et tribulations multiples; tradition qui devait culminer dans le grand génocide de 1994. Or, le rôle de l'Eglise dans ces malheurs et spécialement, l'activisme funeste de nombreux missionnaires étrangers ne sont plus à démontrer.

Mais comme ces derniers ont toujours su s'attribuer le beau rôle, à savoir celui d'interpréter notre histoire tout en étant les principaux inspirateurs de nos tragédies, le génocide entamé en 1959 a été baptisé "révolution sociale", et l'avènement d'une république ethniste et génocidaire sous l'égide du PRMEHUTU présenté comme l'instauration d'un régime "républicain", "démocratique" et "chrétien". Ceux qui ne partageaient pas une telle vision dans l'Eglise furent combattus, marginalisés, persécutés ou bannis. On connaît ainsi les désagréments et les intrigues qu'a dû endurer Mgr Aloys Bigirimwami de la part de Perraudin, ou encore les expulsions -et départs plus ou moins "volontaires"- de quelques rares missionnaires européens qui désapprouvaient l'idéologie ethniste et les menées divisionnistes et génocidaires anti-tutsi au temps de Guy Logiest et de Kayibanda.

Aux yeux de nombreux missionnaires donc, la première et la deuxième république constituent "l'âge d'or" de l'histoire politique du Rwanda. L'institutionnalisation de la discrimination ethnique, les violations flagrantes des droits de l'homme, les pogroms et exactions répétitifs contre les Tutsi, le

Suite à la page 15



# Missionnaires de la haine...

Suite de la Page 14

génocide, tout cela n'est que faits divers. À la limite, les Tutsi sont déclarés responsables de leurs propres malheurs, et le Front Patriotique rwandais, un trouble-fête dans cette république ethniste de Kayibanda et Habyarimana, terre inhospitalière pour nombre de ses ressortissants, mais véritable paradis des missionnaires et autres expatriés. L'incontournable père Blanc Walter Aelvoet résume parfaitement cette vision, du reste commune à de nombreux missionnaires ainsi qu'à tous les supporters de l'ancien régime rwandais.

Rappelant ses souvenirs juste au début de la guerre en 1990, le père blanc raconte: "Pour nous, l'histoire a commencé en 1959 tout ce qui a précédé c'était la culture des Tutsis. La révolte des Hutus, je l'ai vécue de manière très douloureuse, car il y avait des cadavres. Mais dans le fond, j'étais heureux. Il se passait quelque chose d'historique: la libération d'un peuple. Je me souviens encore de la mort du Mwami: j'ai communiqué la nouvelle à mes élèves du Collège, et je leur ai dit que le lendemain nous allions célébrer une messe de Requiem. Mais j'ai ajouté qu'en réalité c'est un Te Deum que nous devrions chanter (17)."

Et dans un article publié en 1991, le même missionnaire écrivait: "Lorsqu'en novembre 1959 le Rwanda se débarrassa de la féodalité séculaire, il se passa quelque chose de véritablement historique, qui avait des conséquences considérables pour le développement. (...) Là se trouve à mon avis l'explication du fait qu'en 30 ans d'indépendance le Rwanda est dans une situation favorable. (...) Le Rwanda n'a pratiquement connu qu'un seul gouvernement, avec deux présidents, Grégoire Kayibanda et Juvénal Habyarimana, qui resteront dans l'histoire comme deux personnages remarquables. (...) Ce que le FPR a réalisé, c'est un immense champ de ruines: une catastrophe économique et, au point de vue des relations Tutsi-Hutu, qui en 30 ans s'étaient fort améliorées, une énorme méfiance réciproque" (18).

Dans deux interventions séparées mais toutes consécutives au génocide, l'ancien évêque de Kabgayi, Mgr Perraudin fait preuve exactement de la même vision de l'histoire: idyllique par rapport aux deux républiques ethniques et "compréhensive" par rapport à leur violence, banalisante et cynique par rapport au drame des Tutsi; catastrophique dès que le FPR entre en jeu (19). Dans un article au journal La Croix en 1995, le prélat écrivait: "Il est faux également d'affirmer qu'au moment de la révolution de 1959 il y eut le massacre de 'dizaines de milliers de Tutsi'. En 1959 il n'y en eut que quelques centaines; si on additionne toutes les victimes de la révolution qui va de 1959 à 1963, on atteint au maximum le chiffre de 5000... on est loin des dizaines de milliers ou même des centaines de mille dont certains écrits font état. Il faut souligner d'ailleurs que les affrontements qui provoquèrent ces victimes, s'ultaient des attaques venant de tutsis réfugiés à l'extérieur du pays".

Parlant de la guerre menée par le FPR au début des années 1990,

Perraudin explique: "Je n'étais pas en fonction lorsque éclata la guerre d'invasion du 1er octobre 1990, soutenue par l'Ouganda, dont on peut dire qu'elle a assassiné le pays". Plus d'un an auparavant, en plein génocide, un journal Suisse publiait déjà cette interview du même Perraudin: "Condamner et comprendre. Le prélat condamne vivement les massacres perpétrés ces derniers jours par des extrémistes hutus, mais s'il condamne, il ajoute: "je les condamne mais j'essaie de comprendre. Ils agissent par colère et par peur. Par colère contre le meurtre de leur président, et par peur de retomber dans l'esclavage".

Cette vision idyllique d'un "âge d'or" coïncidant avec les "républiques ethnistes hutus", et le regard horrible porté sur le FPR présenté comme un trouble-fête, justifient l'hostilité constante de nombreux missionnaires à l'égard du nouveau Rwanda. Tout porte à croire en effet que ces hommes et femmes d'Eglise regrettent le "paradis" perdu. Aussi, leur haine, leur amertume et leurs frustrations se transforment en un militantisme ou mieux, un messianisme diabolique: travailler à la restauration de l'ordre originel, c'est-à-dire, l'ordre politique inauguré par le génocide de 1959 dite "révolution sociale", dont les missionnaires étaient les "démurgeurs" et dont ils se veulent à présent les "héritiers". Et qu'importe si les nouveaux "messies", les nouveaux "Kayibanda" soient aussi des criminels de son acabit. L'Eglise Catholique au Rwanda s'en est toujours accommodée. D'ailleurs, l'ironie veut que les artisans de ce nouvel ordre - "infiltrés" et autres "génocidaires" - se disent eux-mêmes "combattants du Christ" (Ingabo za Kristu)!

Ce militantisme ou ce messianisme politique des missionnaires prend plusieurs formes: entretien d'un climat d'hostilité, de mensonge et de méfiance à l'égard du nouveau pouvoir assimilé au FPR et aux Tutsi, soutiens divers à toutes les factions ou initiatives supposées représenter une portion d'opposition, donc une alternative plausible au nouveau pouvoir. Depuis l'arrêt du génocide en 1994 et la mise en place d'un gouvernement d'Union Nationale, ces attitudes des missionnaires ont pris des formes variées.

À l'époque où le Rwanda était encore entouré de camps de réfugiés sur-armés, l'attitude des missionnaires et autres sympathisants de l'ordre ancien était plutôt empreinte de hargne et de suffisance. Tous accordaient au "nouveau régime FPR" un sursis maximal de 3 à 6 mois. Obéissant à la même logique de "déportation" que les concepteurs du génocide qui avaient entraîné les populations hors des frontières pour incommoder le nouveau pouvoir, certaines congrégations missionnaires s'implantèrent "définitivement" en exil (Bukavu ou ailleurs), refusant de retourner au Rwanda et en attendant de revenir en force avec les réfugiés armés!

Certains sont même allés jusqu'à saboter les oeuvres dont ils avaient la charge auparavant dans le pays, le cas le plus cité étant l'incendie mystérieux du groupe scolaire de Butare. Rentrés chez eux au moment du génocide, de nombreux missionnaires

refusaient de revenir au Rwanda poursuivre leur pastorale ou différents projets qu'ils avaient abandonnés. Ceux qui revenaient le faisaient en touristes ou en humanitaires, juste pour des voyages de courte durée au Rwanda et dans la région en "missions de renseignement". Même ceux qui étaient sur place prêchaient l'immobilisme, attendant visiblement le passage du cyclone - retour en force de miliciens et ex-FAR, coup de balai sur le régime FPR, restauration de l'ordre ancien - pour pouvoir reprendre véritablement le travail!

Cette période d'attentisme et de sabotage calculé se trouve parfaitement résumée dans cette politique officielle des Pères Blancs à l'époque, telle que décrite par un membre de cette congrégation. "Nous ne retournerons pas massivement au Rwanda, tant que deux millions de Rwandais sont réfugiés ou déplacés, tant que ceux qui ont essayé de rentrer, qu'ils soient Hutu modérés ou non, sont emprisonnés, torturés et même assassinés, surtout s'ils réclament leurs biens et leurs maisons occupées par d'anciens réfugiés revenus du Burundi, tant que le gouvernement n'a rien à dire, nous refusons de sembler approuver une telle situation. Quelques uns d'entre nous, une vingtaine, sont dans des camps de réfugiés au Zaïre, au Burundi et en Tanzanie. Quelques uns sont à l'intérieur, à l'écoute de ce qui se dit et se prépare." (20)

En dehors de cette attitude d'hostilité passive, de méfiance entretenue et d'espionnage, d'autres missionnaires faisaient preuve, au même moment, de plus d'activisme: désinformation, procès d'intention et culture de la méfiance à l'égard du nouveau régime, pressions en vue d'amener le nouveau pouvoir à négocier avec les génocidaires, appels à la communauté internationale en vue de refuser l'aide au nouveau Rwanda, etc... Dans un fax de juillet 1994 par exemple, les pères Blancs J. Vleugels et Guy Theunis écrivaient:

"Nous nous posons beaucoup de questions sur l'avenir politique du pays: va-t-on vers un rétablissement du régime de 1959, ou bien le pays pourra-t-il évoluer vers la démocratie (comme le promet le FPR)? Tous les réfugiés rwandais récemment partis en Tanzanie, au Burundi, au Zaïre, vont-ils pouvoir rentrer rapidement dans leurs terres, maintenant que "la guerre est finie"? Ou volontairement, va-t-on les laisser mourir de faim?... (21) Et lors d'une rencontre internationale réunissant à Bruxelles plus d'une trentaine d'organisations humanitaires catholiques en janvier 1995 à l'initiative du CIDSE-CARITAS INTERNATIONALIS, les participants, - dont de nombreux missionnaires - faisaient l'analyse et les recommandations suivantes:

"Par ailleurs on dénote aucun geste concret du gouvernement de Kigali indiquant son désir sincère d'un retour des réfugiés. Il n'y a qu'une solution: que la communauté internationale prenne enfin la responsabilité d'empêcher l'éruption de nouvelles vagues de violence en exerçant des pressions politiques sur le gouvernement actuel afin que celui-ci élargisse sa base politique et accélère le processus de démocratisation" (22)

Une perspective en vue du rétablissement de l'ordre ancien n'ont cependant pas abouti. Les bailleurs ont progressivement libéré les fonds et les réfugiés ont été rapatriés dans la grande surprise vers la fin de l'année 1996, à la faveur de la rébellion congolaise. Le rêve de la reconquête venait donc d'échouer. Beaucoup de missionnaires en ont été profondément affectés, eux qui auparavant accusaient hypocritement le nouveau pouvoir de ne pas souhaiter le retour des réfugiés. Mais leur militantisme ne s'est pas arrêté pour autant, d'aucuns ont continué à espérer que les forces génocidaires allaient se réorganiser et revenir en force et cela jusqu'à leur défaite retentissante à Kisangani. Avec amertume et ressentiment, certains se sont alors rabattus sur la désinformation et beaucoup d'autres initiatives destinées à nuire au nouveau Rwanda.

L'on sait par exemple avec certitude que la plupart des organisations et groupuscules politiques ethnistes opposés au régime actuel de Kigali naissent dans le sillage des milieux missionnaires dont ils continuent à bénéficier des appuis divers. Le RDR (Rassemblement pour la Démocratie et le Retour des Réfugiés) est né dans le sillage de "Dialogue" en 1995 à Bruxelles. Le fameux père blanc Serge De couter, ancien président du Comité des Instituts Missionnaires Belges, passe pour être l'un des principaux conseillers de François Nzabimana, président du RDR et ancien président du comité de rédaction de "Dialogue" dont il a démissionné juste pour prendre la direction de ce parti. Le Centre de Lutte Contre l'Injustice et l'impunité au Rwanda, connu pour ses pamphlets outranciers et réguliers, a été lui aussi monté et continue d'être soutenu en grande partie par des cercles missionnaires qui utilisent un exilé rwandais proche des extrémistes génocidaires qui sèment la violence dans le nord du Rwanda.

De nombreux organes de presse proches des milieux missionnaires rivalisent de zèle dans la diffusion des idées révisionnistes, négationnistes et ethnistes ainsi que dans la désinformation systématique orchestrée contre le nouveau Rwanda. En tête de file se trouve naturellement "Dialogue", fondé et édité au Rwanda jusqu'à la fin du régime Habyarimana et exilé en Belgique comme beaucoup d'autres avec le changement de pouvoir. Quatre ans après, c'est là qu'il continue d'être édité "momentanément" comme l'indiquent régulièrement tous ses numéros en première page de couverture à chaque parution! Il existe évidemment beaucoup d'autres organes de même inspiration, aussi bien en Belgique, en Italie, en Allemagne et ailleurs.

L'on assiste également à la prolifération de nouveaux et puissants moyens de communication créés et animés par des missionnaires comme les agences de presse "Fides" et "Misna". Peut-être que les objectifs poursuivis par ces agences et le travail qu'elles réalisent ailleurs dans le monde sont irréprochables. Mais s'agissant du Rwanda, force est de constater qu'elles versent littéralement dans l'irrationnel! L'illustration la plus récente est cette réaction de l'agence Misna (Missionary Service News Agency) à la lettre ouverte de l'organisation londonienne African Rights au Pape Jean Paul II datée du 13 mai, lettre qui recommande au Pape la création d'une commission chargée

Suite à la page 16



Suite de la Page 15

# Missionnaires de la haine...

d'examiner l'implication de certains ecclésiastiques dans le génocide des Tutsi de 1994 ainsi que le rôle de l'Eglise dans l'histoire tragique du Rwanda. Citant en "exclusivité" le mensuel "Nigritia" des missionnaires comboniens édité à Rome, Misna écrit:

"On ne comprend pas finalement comment une organisation de défense des droits de l'homme s'occupe du passé sans regarder le présent; le génocide des hutu rwandais dans l'Est du Zaïre, en 1996-97. Est-ce que franchement, les activités d'African Rights ignorent que dans les hautes sphères militaires de Kigali, on dit ouvertement que "l'unique réconciliation est l'extermination" (des hutu)? Mais restons quand même dans le passé: qu'est-ce à dire des civils massacrés par les tutsi du FPR (par exemple les 792 dans la zone qu'ils contrôlaient dans la période 1991-92 de septembre à septembre, contre les 600 massacrés sur le territoire contrôlé par le gouvernement). Et encore, est-il possible de continuer à répéter le chiffre de "un million de tutsi" massacrés alors que ceux-ci étaient, selon le recensement de la population de 1991, environ 600 000, et le considérable pourcentage des victimes étant des hutu modérés? (23).

Le négationnisme rampant, la complicité objective et la profonde sympathie envers les génocidaires, la diabolisation constante du FPR associé aux Tutsi et au pouvoir actuel constituent des indices d'un immense dépit de nombreux missionnaires viscéralement hostiles au nouvel ordre politique et frustrés de voir que la restauration de l'ancien ordre n'est pas chose évidente. Le choix du 7 avril, date de commémoration du génocide pour publier votre lettre qui appelle au dialogue avec les génocidaires n'est pas du tout innocent. On se souvient également du deuil et de la rage dans lesquels de nombreux missionnaires ont été plongés par l'exécution de 22 génocidaires.

Le scandale survenu au lendemain de ces exécutions dans une paroisse catholique de Nyamirambo (Kigali) desservie par trois pères blancs traduit à sa façon le même état d'esprit. Des chrétiens courroucés étaient sortis de cette église au cours de l'homélie d'un des trois missionnaires, chose jamais

arrivée dans l'histoire presque centenaire de l'Eglise au Rwanda. La cause de l'incident n'était autre que la prédication particulièrement virulente du prêtre contre la mesure d'exécution et l'attitude favorable manifestée la veille par ses ouailles! Pour ceux qui connaissent bien cette paroisse, il semble qu'il existe une division du travail stricte dans les fonctions de ces missionnaires: il y a un qui fait chaque jour un ou plusieurs tours de la ville à la recherche des informations; un autre qui en fait la synthèse à l'intention des communautés et "services" de l'étranger; et un troisième commis à la provocation, par des homélies idéologiquement épicées!

Tout porte donc à croire que pour nombre de missionnaires, la victoire du FPR contre les forces du génocide constitue la catastrophe majeure dans l'histoire politique de notre pays. D'où l'acharnement, la haine et la diabolisation de ce mouvement dont on conteste la légitimité et auquel on cherche à empêcher par tous les moyens, d'arriver à une victoire complète. Les sympathies et les appels au dialogue avec les génocidaires, les campagnes de désinformation et les appuis de toute nature aux forces de destabilisation... tout cela dénote une volonté farouche de restauration d'un ordre à jamais aboli, puisque politiquement inacceptable et moralement abominable. Le sens de l'histoire est irréversible sur cette question même si de nombreux missionnaires ne le comprennent pas.

Or, ils ne sont tout simplement pas à mesure de le comprendre. Contrairement aux instances politiques étrangères qui se sont compromises avec les forces du génocide pour des raisons d'intérêt politique ou stratégique immédiat, les hommes d'Eglise entretiennent avec les mêmes forces des liens psychologiques plus étroits. Voilà pourquoi, contrairement aux autres pays ou organisations dans le génocide, l'Eglise catholique reste la seule institution qui refuse la reconnaissance sincère et le repentir vrai quant à son rôle dans l'élaboration, la diffusion et même la mise

en oeuvre de l'idéologie ethniste, source des divisions et du génocide.

Le rôle des missionnaires étant prépondérant dans la détermination d'une telle attitude d'impénitence et même de récidive, il est évident que notre société continuera à vivre sous la menace constante de leur obstruction ou de leur activisme pervers. Aussi, seules deux solutions me paraissent acceptables, si l'on veut sauvegarder l'harmonie et l'avenir de notre société sans nuire aux intérêts de l'Eglise.

1. Tout en souscrivant au principe d'universalité de l'Eglise, nous pensons que le rôle des missionnaires devrait se faire de moins en moins prépondérant. Il ya presque cent ans qu'ils nous ont apporté l'évangile et de nombreux signes attestent que les rwandais ont massivement adhéré au Christ. L'influence des missionnaires ne se justifie donc plus par un besoin d'évangélisation, mais bien par un instinct de domination néo-coloniale et impérialiste voulant régenter la vie religieuse et socio-politique de ce pays en lieu et place des Rwandais.

Or, cette ambition du reste très séculière-serait elle-même supportable si elle n'avait pas entraîné depuis des décennies des tragédies que certains d'entre nous ont vécues dans leur chair et dans leur âme. Et puisque nous ne pouvons plus supporter de souffrir injustement des drames qu'ils alimentent, il est temps que les missionnaires pensent eux-mêmes à s'effacer ou à s'occuper d'un apostolat réellement constructif, sans devoir obliger les Rwandais à les y contraindre.

2. La plupart des missionnaires appartiennent à une certaine génération, ce qui rend leur capacité de conversion presque nulle. Certains ont contribué à l'élaboration et à la diffusion de l'idéologie ethniste, d'autres ont été formés dans la même idéologie. Leur militantisme diabolique résiste aussi bien à la grâce de l'esprit qu'à la force de l'évangile, contre lesquelles ils semblent définitivement immunisés. Aussi, il me

semble que le changement des équipes, serait la dernière alternative possible. Les missionnaires qui ont passé un certain nombre d'années au Rwanda devraient se faire remplacer par de tout nouveaux, sans passé idéologique et politique de compromission et de parti pris.

En conclusion

Il est probable que mes propos soient jugés excessifs par plus d'un. En parlant du rôle funeste des missionnaires en général, j'ai tâché pourtant d'accorder la parole à ceux d'entre eux qui paraissent les plus représentatifs. Mes réflexions ont été dégagées sur bases de leurs propres actions et déclarations. Cela dit, je n'englobe pas dans la même réprobation quelques rares missionnaires qui, malgré les contrariétés de la politique unanime et quasi officielle, tentent de se démarquer de l'idéologie ethniste et des comportements anti-évangéliques. Mais cette mise au point me paraissait opportune, pour que des personnes de bonne foi mais peut-être mal informées parmi les missionnaires se réveillent davantage à la Vérité.

Il est inutile de se voiler la face en criant à la persécution ou à une quelconque hostilité envers les missionnaires; encore moins en faisant accroire "une tentative de diviser l'église et de favoriser la création d'une église nationale" comme le prétendent certains d'entre vous (24). L'unité de l'église ne se fera pas dans une unanimité aveugle et dangereuse autour des idées funestes professées par certains missionnaires et responsables ecclésiastiques, fussent-ils influents. L'unité et le salut de l'Eglise passent plutôt par une conversion de tous à la vérité. Tenter d'étouffer cette vérité par des faux-fuyants, recourir à l'injure et à la diffamation contre ceux qui vous y interpellent revient à combattre l'Esprit, ce qui est une gesticulation désespérée.

Fait à Kigali, le 7 juin 1998

Rutazibwa Privat  
CRID a.s.b1/Kigali

## NOTES

1. ASUMA/Rwanda, situation de notre pays et des communautés religieuses, in Bulletin Hebdomadaire AR/RNA, n° 31/4-6/51998.
2. PERRAUDIN, A., Mgr, Super Omnia Caritas, mandement de carême, Kabgayi, 11 février 1959.
3. Rapport des prêtres du doyenné du Mutara-Rukomo 10 février 1992. In Peuples et Solidarités, n° 289, mai ; p.9-11.
4. Fax du Régional des Pères Blancs à Kigali; in ANB/BIA, n° 184, p.7, du 15 janvier 1991.
5. "Des Expatriés témoignent ensemble/ une colère de temps de guerre au Rwanda", lettre du 18 octobre 1990.
6. W. Aelvoet, "l'Eglise au Rwanda", in Vivante Afrique, n° 212, Janv.- Février 1961
7. Theunis, Guy, "la présence des Missionnaires d'Afrique, (Pères Blancs) parmi les Rwandais, aujourd'hui", exposé à la " Conférence internationale sur: le Rwanda dans son contexte régional: droits de la personne, réconciliation et réhabilitation", Bruxelles, 12 sept 1994.
8. Jeune Afrique, octobre 1990, pp 96-98; capitaine Simbikangwa, la guerre d'octobre, Kigali, 1991.
9. F.Boedts, in ANB/BIA, n° 181, du 1er décembre 1990.
10. Jeef Vleugels (Régional des Pères Blancs), fax du 19 mars 1992;
11. Jean Marie Masabo (pour les Réfugiés Rwandais), (Coordinator, International Committee on Rwandan refugees), lettre aux évêques du Rwanda.
12. Jeef Vleugels, fax du 28 février 1992.
13. id., fax du 1er février 1992.
14. ANB/BIA n° 178, 15 octobre 1990
15. ibid.
16. Maison Régionale des Pères Blancs, fax (es) du 10 mars 1992.
17. Voir c. Braeckman, Rwanda-Histoire d'un génocide, Fayard, 1994; p.42.
18. W.Aelvoet, "voies de démocratie en Afrique", in ANB/BIA, n° spécial de septembre 1991
19. A. Perraudin, " Rétablir la vérité"; in la Croix, 19 oct 1995; déclarations citées par La Tribune de Genève, 18 avril 1994.
20. André Pirmey, lettre au Recteur d'Arzon (France), fin 1994.
21. Jeef Vleugels et Guy Teunis, fax du 19 juillet 1994.
22. CIDSE-CARTAS INTERNATIONALIS, Rapport de la rencontre internationale sur le Rwanda, Bruxelles, 4 au janvier 1995, p11, point 4.
23. Agenc. de presse MISNA, "pourquoi African Rights nous laisse perplexes", dépêche de mai 1998.
24. Agence FIDES, "Rwanda-La spirale de la violence étouffe l'oeuvre de réconciliation de l'église", dépêche du 22 mai 1998.